Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

154-155 | 2018

Violences et terreurs

Des violences de l'État de droit en France

Analyser pour faire face

Judith Hayem

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7019>

DOI : 10.4000/jda.7019

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 9-13

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Judith Hayem, « Des violences de l'État de droit en France », *Journal des anthropologues* [En ligne], 154-155 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7019> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7019>

DES VIOLENCES DE L'ÉTAT DE DROIT EN FRANCE ANALYSER POUR FAIRE FACE

Judith HAYEM*

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, force est de constater que la criminalisation des résistances politiques, syndicales et militantes sous toutes leurs formes est en hausse dans notre pays. Militants et associations mis en examen pour « délit de solidarité »¹ ; délégués syndicaux attaqués par leur direction pour avoir exercé leur rôle de défense de leurs collègues, au CHR de Lille² ; à l'université de Nantes, deux enseignants-chercheurs respectivement entravés dans leur avancement pour l'un et victime d'un blâme, pour l'autre, car l'université leur reproche des violences contre les personnels administratifs alors qu'ils auraient cherché à canaliser la colère d'étudiants mobilisés contre Parcoursup pour protéger ces mêmes

* CLERSÉ-UMR 8019 CNRS. Faculté des sciences économiques et sociales – Université de Lille – 59655 Villeneuve d'Ascq

Courriel : judith.hayem@univ-lille.fr

¹ https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/08/08/aide-aux-migrants-le-delit-de-solidarite-denonce-apres-la-condamnation-de-cedric-herrou_5170166_3224.html (consulté le 13/09/2018).

² <http://www.lavoixdunord.fr/435996/article/2018-08-22/les-syndicats-du-chr-denoncent-une-repression-contre-leurs-delegues> (consulté le 13/09/2018).

personnels³ ; militants contre Parcoursup ayant arpenté les rues de nos villes qui se voient ensuite verbalisés à répétition par voie postale, sans même avoir été interpellés au moment des faits imputés, au motif qu'ils auraient fait du « bruit ou [pour] tapage injurieux » (68 euros d'amende)⁴; disproportion de la violence déployée par les forces de l'ordre pour évacuer les ZAD, etc.

La liste pourrait s'allonger encore, il suffirait de systématiser l'enquête. Celle-ci serait comique – tant elle est entachée de mauvaise foi et de paradoxes – si elle ne signalait pas une conjoncture politique et juridique si alarmante. Le comique devient en effet tragique si on considère que la majorité de nos concitoyens ne semble pas s'apercevoir de cette dérive. Et ceci, car on nous pousse à comparer la situation française avec ce qui se passe ailleurs en Europe (Orban en Hongrie, Salvini en Italie) ou aux États-Unis (Trump) comme si en France, on était dans une société du « moindre mal ».

Certes le droit de manifester n'est pas officiellement interdit, ni celui de s'exprimer ; ni même le droit d'être solidaire se félicite-t-on après la décision du Conseil d'État pendant l'été. Mais à y regarder de plus près, ce sont bien toutes ces libertés, tous ces droits qui s'amenuisent et qu'on entrave⁵. La présence récurrente de la police sur les campus universitaires tout au long de l'année universitaire l'an dernier en est un symptôme significatif⁶ – comme un épanchement de la présence systématique d'hommes en armes

³ <https://www.lci.fr/societe/nantes-deux-enseignants-de-l-universite-sanctionnes-apres-le-blocage-des-examens-en-mai-20194675.html> (consulté le 12/09/2018).

⁴ <https://lille.indymedia.org/spip.php?article31579> (consulté le 12/09/2018).

⁵ À lire avec attention l'article de Paul Cassia (<https://blogs.mediapart.fr/paul-cassia/blog/080718/ce-qui-restera-du-delit-de-solidarite>), on comprend que l'introduction de la fraternité dans la loi n'empêchera pas nécessairement de criminaliser l'aide aux exilés.

⁶ À l'université de Lille, par exemple plusieurs interventions policières dans les locaux de l'université en quelques semaines (<http://labrique.net/index.php/thematiques/lutte-des-classes/1008-fac-desorientation-occupation-repression>) (consulté le 12/09/201).

dans nos espaces publics. De même que, dans une manifestation physiquement moins brutale, mais symboliquement tout aussi violente, le court-circuitage systématique des discussions et négociations « collégiales » par les présidences des universités dites « autonomes ». Ou encore, la contestation de l'usage de certaines catégories d'analyse, à l'instar de la plainte déposée par le ministre Jean-Michel Blanquer contre un stage de Sud-éducation 93 annonçant son intention de parler de « racisme d'État »⁷ ou l'annulation du colloque « Lutter contre l'islamophobie un enjeu d'égalité ? »⁸ à l'université Lyon 2, suite à la polémique ouverte par la présence de participants de la société civile aux côtés de chercheurs reconnus.

Oui, bien sûr, la liberté d'expression existe dans notre beau pays et nous ne sommes pas (si) réprimés que cela. Il faut juste manifester en silence, ou tout au plus avec des applaudissements, nouvelle forme de louange collective, et se garder de toute intervention en faveur de l'intérêt général, de peur d'être soi-même victime des pouvoirs en place...

L'Association française des anthropologues a d'ailleurs dénoncé avec beaucoup d'autres associations et beaucoup d'autres collègues ces mesures visant à réduire au silence les oppositions et à faire passer les personnes qui résistent à la destruction systématique de leurs univers de travail et de vie pour de dangereux activistes, flirtant avec les limites de la légalité. Nous avons signé des pétitions, apposé notre nom au bas de tribunes et de lettres ouvertes.

⁷ Voir à ce sujet la tribune publiée par des chercheurs et des militants dans *Libération* pour dénoncer cette plainte finalement jugée sans suite, pour vice de forme http://www.liberation.fr/debats/2017/11/24/nous-exigeons-l-abandon-des-poursuites-a-l-egard-de-sud-education-93_1612347 (consulté le 13/09/2018).

⁸ Le programme du colloque porté par un collectif d'associations et organisé à Lyon 2 par la chaire Égalité, inégalités et discriminations en partenariat avec l'Institut supérieur de l'étude des religions et la laïcité est disponible en ligne http://www.coupdesoleil-rhonealpes.fr/wp-content/uploads/2017/09/Programme_isl_web-1.pdf (consulté le 13/09/2018)

Mais au-delà de la protestation, de la dénonciation et de la résistance à poursuivre, il nous faut aussi utiliser les outils et catégories d'analyse à notre disposition, ou bien en forger d'autres, pour mieux identifier les processus à l'œuvre, qualifier cette conjoncture politique, et caractériser la pensée politique qui la guide. C'est là notre tâche d'universitaires et d'analystes du monde contemporain. La situation est bien noire mais il n'est plus temps de détourner la tête. La destruction concertée des droits⁹ est désormais systématique. Et ceci dans plusieurs États européens. L'usage de la terreur et de la violence institutionnalisée sur laquelle se penche ce numéro s'applique aussi à la France, non seulement à propos de l'état d'urgence entré dans le droit commun et de la menace terroriste mais aussi au travers des sanctions requises contre ceux qui discutent et contestent les lois et le pouvoir en place, ceux qui se réunissent et expriment des avis divergents. Le fait que ce soit une conjoncture européenne et internationale adossée à une résurgence de la xénophobie, du nationalisme et de la politique des identités, ne saurait nous rassurer. Il doit nous amener au contraire à la plus grande vigilance.

Il convient en particulier, sans renoncer à agir, de prendre la mesure exacte de cette criminalisation systématique afin de nous prémunir de ses effets. Il s'agit en particulier de prendre garde de ne pas rendre plus vulnérables ceux pour qui nous prenons fait et cause et avec lesquels nous nous battons. Nous sommes face à un gouvernement qui, dans la suite de ses prédécesseurs mais avec de plus en plus d'acharnement, expulse, réprime, condamne. Nous autres universitaires sommes – jusqu'ici, mais jusqu'à quand ? – relativement protégés par nos pairs, par nos situations, nos institutions. Mais ce n'est pas le cas des demandeurs d'asile que nous hébergeons dans les universités, ni même de nos étudiants.

⁹ Voir *l'Homme et la société*, 206, « À quoi servent les droits aujourd'hui ? ».

Lorsqu'ils sont expulsés comme à Paris 8¹⁰, emprisonnés et menacés d'expulsion parce qu'ils ont pris le risque d'accompagner la marche solidaire jusqu'en Angleterre alors qu'ils sont sans-papiers¹¹, condamnés à de grosses amendes après avoir manifesté ou été blessés dans les affrontements avec la police, c'est aussi parce que nous n'avons pas pris avec eux la mesure du danger et la mesure de la conjoncture.

Nous devons dans le même temps nous convaincre de ne pas céder *et* continuer à imaginer des alternatives à l'avenir qu'on nous dessine, *tout en* inventant des manières de lutter qui ne nous rendent pas objectivement impuissants, parce que condamnés par un arsenal juridique à charge, et subjectivement impuissants, tant nous aurions surestimé nos forces ou sous-estimé celle de l'adversaire.

* * *

¹⁰ https://www.huffingtonpost.fr/2018/06/26/evacuation-de-dizaines-de-migrants-a-luniversite-paris-8-a-saint-denis_a_23467858/, consulté le 13/09/2019 et l'article d'Annie Benveniste et Julie Peghini, « L'héritage de Paris 8 entre réactivation et naufrage ? », *Journal des anthropologues*, 152-153, 2018 : 9-11.

¹¹ https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2018/07/08/une-vingtaine-de-migrants-de-la-marche-solidaire-arretes-a-calais_5328081_1654200.html. Certaines des personnes ont finalement été libérées mais pas toutes.